

Politique Rassemblement national (RN)

Des propos du député RN Frédéric-Pierre Vos sur le génocide rwandais à l'Assemblée nationale suscitent un tollé

Le Monde, 15 janvier 2026

« La résistance à l'oppression, c'est de ne pas confondre égalité et égalitarisme, et vous transformer en Tutsi pour couper les Hutu sous prétexte qu'ils étaient plus grands », a déclaré, jeudi, le député de l'Oise Frédéric-Pierre Vos, provoquant l'indignation dans tous les groupes parlementaires.

Les propos d'un député du Rassemblement national (RN), qui a ironiquement mentionné le génocide rwandais lors des débats budgétaires à l'Assemblée, ont suscité, jeudi 15 janvier, de vives condamnations et pourraient faire l'objet de sanctions.

« La résistance à l'oppression, c'est de ne pas confondre égalité et égalitarisme, et vous transformer en Tutsi pour couper les Hutu sous prétexte qu'ils étaient plus grands », a lancé le député de l'Oise Frédéric-Pierre Vos, à l'occasion d'un débat concernant le pacte Dutreil, qui prévoit un abattement fiscal de 75 % sur les transmissions d'entreprises fami-



Frédéric-Pierre Vos, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 24 octobre 2024. VINCENT ISORE / IP3 PRESS/MAXPPP

liales aux descendants.

La présidente du groupe Ecologiste et social, Cyrielle Chatelain, a immédiatement réagi, jugeant ces propos « *absolument honteux* ». « *Cela revient à une attitude négationniste (...). Comparer le fait de vouloir la juste contribution des Français à un génocide où*

des gens ont été tués à la machette, c'est inadmissible », a-t-elle tonné.

Une phrase « intolérable »

Le député des Côtes-d'Armor Hervé Berville (Renaissance), né au Rwanda et lui-même orphelin tutsi, a dénoncé une phrase « *intolérable* », qui de plus « *inverse la victime et le bourreau* ». « *Cela dit beaucoup du chemin qu'il nous reste à parcourir pour faire en sorte que ce génocide des Tutsi au Rwanda soit pleinement reconnu* », a-t-il souligné.

Le génocide au Rwanda a fait plus de 800 000 morts selon l'ONU, essentiellement des

Tutsi assassinés entre avril et juillet 1994. D'autres députés ont condamné cette comparaison macabre, dont le président du groupe Socialistes et apparentés, Boris Vallaud, qui a souhaité que le bureau de l'Assemblée nationale — chargé de prononcer les sanctions les plus lourdes contre les députés — « *se saisisse de ces propos qui sont extrêmement graves* ». « *Je saisirai la présidente* », a répondu la présidente de séance, Marie-Agnès Poussier-Winsback (Horizons).

Le député de la Somme Jean-Philippe Tangy (RN) a présenté les excuses de son groupe, en ajoutant : « *Nous honorons la mémoire des victimes du génocide au Rwanda.* »

Le Monde avec AFP